



**PRÉFET  
DE L'ISÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 22/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PERRIN SA**

102 ROUTE DE LYON  
38510 Morestel

Références : 20230522-Is070SS  
Code AIOT : 0003202683

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement PERRIN SA implanté lieu-dit Corniolay 38390 Montalieu-Vercieu. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PERRIN SA
- lieu-dit Corniolay 38390 Montalieu-Vercieu
- Code AIOT : 0003202683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploitation de cette carrière a été accordée par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2021-12-23 du 16 décembre 2021 pour une durée de 30 ans.

Cette carrière occupe une superficie de 11,9 hectares pour une production maximale autorisée de 200 000 tonnes par an.

Le gisement est constitué de roche calcaire. Il est utilisé par l'exploitant pour la production d'enrochements de différentes tailles.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Clôtures, émissions de poussières, vibrations

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	clôture	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 1.10.5	/	Sans objet
2	vibrations	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 5.3.2	/	Sans objet
3	poussières	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.1.3	/	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 7.7	/	Sans objet
5	COFIL compensation	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 8.4.3	/	Sans objet
6	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 9.2.2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de cette carrière a débuté depuis environ une année. L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : clôture**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 1.10.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalents et le danger est signalé par des pancartes. Une clôture solide et efficace entretenue pendant la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.
<b>Constats :</b> Une clôture ou des merlons ont été mis en place pour interdire l'accès aux zones dangereuses en périphérie de la zone d'extraction. Le panneautage réglementaire est mis en place.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées invite l'exploitant à reporter la clôture, ainsi que les bornes périphériques, sur le plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : vibrations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables, toujours vers la même heure, en fin de matinée sauf circonstances particulières. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction pour ne pas créer de désordres dans les constructions. Cette valeur est réduite à 3 mm/s pour les vibrations enregistrées dans les constructions à usage d'habitation. Les points de mesure, au nombre de 4 au minimum seront implantés en fonction de l'orientation des tirs et en des emplacements représentatifs des effets des vibrations.
<b>Constats :</b> Les tirs de mines font l'objet d'un enregistrement des vibrations ainsi que de l'enregistrement de l'onde de surpression sur 6 points de mesure (6 capteurs implantés sur seuils scellés). Les tirs effectués depuis l'ouverture du site ont donné lieu à des vibrations très inférieures à 3mm/s et à une onde de surpression inférieure ou égale à 120 dB(L).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leurs importances respectives, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. La vitesse et la direction du vent, la température et la pluviométrie sont mesurées et enregistrées en continu (résolution horaire au minimum) par une station météorologique représentative ou dédiée.
<b>Constats :</b> Le plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place. Il comporte 5 points de mesure. Les analyses sont trimestrielles. 3 mesures ont été réalisées à ce jour. Une mesure montre sur un point un empoussièrement important sans que la moyenne sur 12 mois ne dépasse la valeur limite de 500 mg/m <sup>2</sup> /jour. L'empoussièrement important sur ce point, compte-tenu de sa situation géographique (proximité du terrain d'entraînement du CFA de Montalieu) ne semble toutefois pas être lié à l'exploitation de la carrière.
<b>Observation :</b> L'inspection des installations classées invite l'exploitant à faire critiquer et valider par la société SGS l'emplacement des points de mesures compte-tenu de la rose des vents et des établissements sensibles susceptibles de se situer à moins de 1500 m de la carrière en référence aux articles 19.5 et 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Ppc
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le plan d'exploitation a été mis à jour en janvier 2023. La cote fond de fouille observée est de 230 mNGF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : COPIL compensation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 8.4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> un comité de pilotage est constitué dès la notification de la présente autorisation. Il se réunit au minimum tous les 2 ans.
<b>Constats :</b> Le comité de pilotage a été constitué. Il s'est réuni pour la première fois le 22 novembre 2022.
<b>Observations :</b> Le compte-rendu du COPIL sera adressé à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2021, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, PPC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la période 2020-2024 est de 142282€.
<b>Constats :</b> Les garanties financières correspondant à la première phase ont été constituées. L'acte de cautionnement a été adressé à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet